

**Situation des maliens vivant en Mauritanie : Visite officielle
du ministre mauritanien des Affaires étrangères à Bamako**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 11 AVRIL 2025

1759

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Scandale financier dans la diplomatie malienne

Deux Ambassadeurs limogés



**Crise diplomatique entre le Mali et l'Algérie : Bamako
se tourne vers l'Alliance des États du Sahel et l'ONU**



**Décès du Président du Conseil Constitutionnel :
Le Sénégal en deuil**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P. 10



P. 12



P. 16



Une /

Scandale financier dans la diplomatie malienne : Deux Ambassadeurs limogés

P. 4

Brèves /

Décès du Président du Conseil Constitutionnel : Le Sénégal en deuil

P. 9

Crise diplomatique entre le Mali et l'Algérie : Bamako se tourne vers l'Alliance des États du Sahel et l'ONU

P. 9

Situation des maliens vivant en Mauritanie : Visite officielle du ministre mauritanien des Affaires étrangères à Bamako

P. 10

Le Niger : le haoussa valorisé comme langue nationale et le français rétrogradé au statut de langue de travail

P. 10

Actualité /

Œuvres sociales du Président de la transition : Des installations solaires de pointe à l'hôpital du Mali pour améliorer les conditions de prise en charge des patients.

P. 12

MEREF-SFD/ Plus de 180 millions F CFA volatilisés : Le Ministre Moussa Alassane Diallo ne dit rien

P. 14

Politique /

Tribune : Le monde doit adopter l'équité et le multilatéralisme, s'opposer à l'hégémonie

P. 16

Tension au Mali : Le Pacte de stabilité sociale piétiné, confusion de rôles entre le syndicalisme et la politique

P. 18

Culture & société /

Nigéria : Un habitant de Warri réclame justice après que sa voiture volée en 2015 soit utilisée par la police

P. 22

International /

France/Russie : Moscou condamne la détention d'un de ses diplomates à Paris

P. 23

Crise en RDC : Des négociations entre le M23 et le gouvernement débutent à Doha

P. 24

Sport /

Ligue des champions : Le Paris Saint-Germain triomphe face à Aston Villa en quart de finale

P. 26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssef Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Scandale financier dans la diplomatie malienne

Deux Ambassadeurs limogés

Dans les méandres secrets du régime de la transition au Mali, l'Ambassadeur du Mali à Kigali au Rwanda, le Général de Brigade Mamary Camara, ainsi que son homologue Abdoulaye Tounkara à Genève en Suisse, ont été brutalement évincés de leurs postes

d'Ambassadeurs. Ces révocations interviennent à la suite de révélations explosives du Bureau du Vérificateur général (BVG) dénonçant des irrégularités financières massives au sein de leurs ambassades respectives.

Le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, a pris la décision de mettre fin aux fonctions de ces deux hauts diplomates maliens lors du Conseil des ministres du 24 mars 2025. Le Général de Brigade Mamary Camara, en poste à Kigali, et Abdoulaye Tounkara, représentant permanent du Mali à Genève, ont été accusés de gestion opaque, d'absence de pièces justificatives, de paiements non conformes, d'avances non régularisées et d'une comptabilité déficiente.

Selon le rapport du BVG rendu public le 11 mars 2025, plus de 202 millions de F CFA sont considérés comme "mal justifiés" à l'Ambassade du Mali à Abu Dhabi, dirigée à l'époque par le général Mamary Camara. De même, à Genève, le rapport de vérification sur les exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 révèle la disparition ou la mauvaise gestion de 312 millions

de F CFA sous la direction d'Abdoulaye Tounkara. Les manquements constatés incluent des dépenses sans justificatif, des détournements présumés, des irrégularités dans la passation des marchés et une absence de mécanismes de contrôle internes.

Ces révocations mettent ainsi un terme à la carrière de deux des plus obscurs personnages de la transition au Mali, symbolisant l'image déplorable de la diplomatie malienne. Le général Mamary Camara, déjà critiqué pour sa gestion à Abu Dhabi, voit ainsi sa réputation entachée une nouvelle fois. Ces scandales financiers soulignent l'importance d'une gestion transparente et responsable au sein des re-

présentations diplomatiques maliennes à l'étranger.

La destitution de hauts responsables, qu'ils soient diplomates, militaires ou hauts fonctionnaires, envoie un message fort quant à la reddition de comptes et à la nécessité d'assumer les conséquences de ses actes. Cela peut renforcer la légitimité morale du gouvernement en place, surtout dans un contexte de défis importants en matière de sécurité, d'économie et d'institutions.

Cette rigueur appliquée aux représentants de l'État devrait peut-être s'étendre à d'autres secteurs de l'administration publique. La po-

pulation attend des actions concrètes pour lutter contre l'impunité. Il est crucial que ces événements soient suivis d'actions judiciaires sérieuses afin que la justice soit rendue de manière transparente et équitable.

Ces limogeages et la réaction du président Goïta semblent marquer un tournant dans la manière dont les responsables publics sont tenus pour responsables de leurs actions au Mali. Cela soulève des questions sur la gouvernance, la transparence et la lutte contre l'impunité, des aspects essentiels pour la stabilité et le développement du pays.

YacoubaONGOIBA



Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation - Mali -



Présentation de Vœux du Personnel du MATD à Monsieur le Premier ministre, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Le Général de Division Abdoulaye MAÏGA à l'occasion de la fête de l'Aïd El FITR.

Ce vendredi 04 avril 2025, les Travailleurs du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, ont sacrifié à la tradition, par la présentation de vœux du Personnel du Ministère de l'Administration territoriale au Chef du Département en l'occurrence le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAÏGA.

Prenant la parole, le Secrétaire Général du Ministère de l'Administration territoriale, Monsieur Adama SISSOUMA, a, au nom des membres du Cabinet, du Secrétariat général, des responsables des services centraux, des organismes personnalisés et des partenaires sociaux du Ministère, souhaité au Chef du Département de l'Administration territoriale, à sa famille et à ceux qui lui sont chers les meilleurs vœux de bonne et heureuse fête de Ramadan.

Pour la circonstance, le représentant du personnel a félicité le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation pour le travail remarquable abattu à la tête du Département, mais aussi pour les récents résultats atteints par le Gouvernement dans tous les domaines, notamment l'amélioration de la couverture substantielle de la couverture du pays en électricité et l'approvisionnement régulier du marché en produits de première nécessité. « L'amélioration de la fourniture de l'électricité a été rendue possible grâce à votre approche et votre style de management qui mettent les acteurs eux-mêmes dans la recherche de solutions aux problèmes posés. A titre d'illustration, nous pouvons citer notamment, les deux échanges directs tenus avec le personnel et les partenaires de l'EDM » a-t-il souligné.

Le secrétaire Général a rappelé que face aux nombreux défis auxquels notre pays est confronté, conformément à la lettre de cadrage du Président de la Transition, l'ensemble du personnel du Département de l'Administration territoriale reste mobilisé et prêt à donner le meilleur de lui-même pour la réussite des missions qui sont confiées au Ministre.

Les travailleurs ont exprimé par la voix de leur représentant, leur profonde gratitude, au Ministre en lui réitérant leur soutien indéfectible à l'accompagner pour l'atteinte des résultats attendus par le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

En retour, le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Abdoulaye MAÏGA, a félicité les travailleurs pour les activités réalisées malgré l'observation du jeûne. « Cela témoigne de votre engagement et de votre dévouement pour la continuité du service public et la satisfaction des besoins des usagers de l'Administration ».

En rassurant ses collaborateurs de son soutien et accompagnement pour les activités à venir, le Ministre a formulé à leur endroit, ses vœux de bonne fête, de paix, de cohésion sociale et les a exhortés à persévérer davantage avec abnégation afin de relever avec succès les différents défis.

Pour la circonstance, l'assistance a eu une pensée pour toutes les victimes civiles et militaires tombées au champ d'honneur. La cérémonie a pris fin par une prière et des bénédictions pour le Mali.



Ibrahima Maiga -



Ensemble nous sommes 79 millions de soldats
au service de nos terres. Nous ne sommes pas
"recolonisables" !

Perzan Fondateur du Pat



Elle voulait mentir sur moi KO "il m'a dragué.
Je lui ai donné caro"
Mohamed a crié "tu mens trop. Perzan ne fait rien
avec skinny "

Il y a des jours où tu as envie d'abandonner et partir le plus loin possible
pour te chercher un meilleur avenir
Qu'Allah nous soulage

Réussites d'Afrique. -



L'entrepreneur Malien Madjou Simpara est un baobab industriel en Afrique de l'ouest. Son groupe gaselia est leader dans la production des boissons ! Il est le propriétaire de la Nouvelle brasserie de Bamako, Mali Nouvelle brasserie de Côte d'Ivoire Nouvelle brasserie du Sénégal Nouvelle brasserie de Guinée
Plusieurs milliards de fcfa ont été investis dans ces différents pays et de nombreux emplois créés !



■ Djimé Kanté

Maintenant que l'histoire de Koue Diakite a touché bcp de gens. Mnt que sont nombreux ceux qui sont prêts à l'aider. Que faut-il faire concrètement maintenant. Bcp parlent de cagnotte. Qui pour la mettre en place, la gérer ?



■ Université de Ségo Infos -

Université de Ségo : Prise de contact du Recteur par intérim avec l'ensemble du personnel. Le mardi 8 avril 2025, dans l'amphithéâtre R1 de l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (IUFP), le Recteur par intérim de l'Université de Ségo, Dr Mory SIDIBÉ, a tenu une rencontre officielle avec l'ensemble du personnel enseignant-chercheur, administratif et technique de l'Université.

Étaient présents à cette séance les responsables de structures, les chefs de département, les chefs de service et de division, les chefs de départements d'études et de recherche (DER), les enseignants-chercheurs, ainsi que les agents administratifs et techniques. Cette rencontre, première du genre depuis la prise de fonction du Recteur par intérim, visait à établir un cadre de dialogue direct avec les acteurs de l'institution, dans un contexte marqué par de profondes contraintes budgétaires et organisationnelles.

Dans une allocution sobre, lucide et empreinte de responsabilité, Dr Mory SIDIBÉ a exprimé, avec humilité et détermination, son engagement à assumer pleinement la charge qui lui est confiée en cette période critique pour l'Université de Ségo. Il a dressé un tableau réaliste de la situation actuelle, caractérisée par une crise sociale persistante, des dysfonctionnements structurels, notamment le chevauchement récurrent des années universitaires, ainsi qu'une pres-

sion budgétaire sévère, compromettant la régularité des activités pédagogiques, scientifiques et administratives.

Face à ces défis, le Recteur par intérim a décliné trois grandes priorités stratégiques, autour desquelles il entend mobiliser l'ensemble des composantes universitaires :

1. La consolidation de l'excellence académique et de la réussite étudiante, à travers la normalisation des calendriers, la régularisation des enseignements, l'accompagnement renforcé des étudiants, et la révision ciblée des programmes de formation.
2. La rationalisation des ressources et l'amélioration de la gouvernance budgétaire, via un plan d'optimisation à mettre en œuvre dès le premier semestre 2025. Ce plan repose sur la continuité des services essentiels, la transparence dans l'allocation des moyens, l'ajustement rigoureux des dépenses, et la priorisation des besoins liés à la formation, à la recherche et à la gestion apaisée de l'Université.
3. La modernisation institutionnelle, comprenant notamment la finalisation d'un site web institutionnel moderne et fonctionnel, le déploiement de systèmes solaires dans les structures clés, la réhabilitation des voies d'accès au site de Sébougou, l'évaluation rigoureuse des chantiers en cours, ainsi que la rationalisation des baux locatifs et des services externalisés.

Dans un esprit de rigueur et de transparence, Dr SIDIBÉ a également annoncé la suspension de toute conclusion de nouveaux contrats engageant l'Université, à l'exception de ceux validés par les organes de contrôle compétents, notamment en lien avec les dotations alimentaires du mois de carême.

À l'issue de son allocution, de nombreuses interventions du personnel sont venues enrichir les échanges. Elles ont mis en lumière les préoccupations majeures des différents corps de métier de l'Université, parmi lesquelles :

- l'amélioration des conditions de travail ;
- la gestion équitable et transparente des heures supplémentaires et des frais liés aux examens ;
- l'importance d'un accès permanent et facilité au Recteur pour un dialogue ouvert et constructif ;
- la nécessité de restaurer l'image de l'Université de Ségo, notamment à travers la dynamisation du Service de la Recherche et des Études Curriculaires (SREC), perçu comme un levier stratégique pour le rayonnement académique de l'institution.

En réponse, le Recteur par intérim a réaffirmé sa disponibilité, ainsi que sa volonté de bâtir une nouvelle dynamique fondée sur la responsabilité collective, la concertation permanente et la valorisation des compétences internes. Il a appelé l'ensemble du personnel à s'engager activement dans cet effort de refondation, dans l'intérêt supérieur de l'Université de Ségo et de ses usagers.

Drissa COULIBALY



■ Les maliens unis pour le Mali



Très très attristé de vous annoncer le décès Dr Sory Ibrahima FOMBA secrétaire général adjoint du CROP-SEGOU, un confrère exemplaire Par suite d'un accident sur la route Konobougou.

L'ensemble des pharmaciens du Mali et au nom de l'ensemble des conseillers ordinaires nous présentons nos sincères condoléances à la famille Fomba durement éplorée et prions dieu pour le repos éternel de notre frère et confrère qui est d'une très grande humilité. Que le tout puissant lui accorde sa grâce pardon et le paradis. L'enterrement fera l'objet d'un autre avis. Dors en paix digne pharmacien

Dr Sory Ibrahima Fomba était le prometteur de la Pharmacie NA M DIALLO de Konobougou



■ Daouda Bakary Kone



Soutien total à mon confrère frère Alfousseini Togo, Directeur de Publication du Journal "Le Canard de la Venise"

■ RTI Info -



[Culture] "Ma musique fait réagir car elle fait appel à la conscience. Ce n'est pas une musique juste pour danser", justifie Tiken Jah Fakoly. Le faiseur de reggae, qui enchaîne les concerts à un rythme effréné, a confié : "pour chaque album je totalise au moins 90 concerts dans l'année..."

Le concert de Tiken Jah Fakoly se déroulera le 12 avril 2025 au Palais de la Culture d'Abidjan.



Décès du Président du Conseil Constitutionnel : Le Sénégal en deuil



La République du Sénégal est en deuil suite au décès tragique du président de l'une des plus importantes institutions du pays. Mamadou Badio Camara, président du Conseil Constitutionnel, a rendu l'âme ce jeudi 10 avril 2025 à Dakar, la capitale sénégalaise. Sa disparition soudaine a provoqué une onde de choc à travers tout le pays. L'annonce de son décès a rapidement circulé sur les réseaux sociaux, suscitant une vague d'émotion et de tristesse parmi la population sénégalaise. Mamadou Badio Camara était un serviteur de la justice respecté et emblématique, qui a occupé ses fonctions avec dévouement et intégrité depuis septembre 2022.

D'après les premières informations relayées par les médias locaux, Mamadou Badio Camara aurait succombé à une maladie. Les hommages et les messages de condoléances affluent de toutes parts, témoignant de l'estime et du respect qu'inspirait le défunt.

Madiambal Diagne et Cheikh Ahmed Tidiane Youm, parmi d'autres personnalités, ont exprimé leur profonde tristesse et présenté leurs sincères condoléances à la famille et aux proches de Mamadou Badio Camara. Le Sénégal pleure la perte d'un éminent juriste et d'un homme d'exception, dont la mémoire restera gravée dans les annales de la justice sénégalaise.

En ces moments difficiles, le peuple sénégalais se recueille et prie pour le repos éternel de l'âme de Mamadou Badio Camara. Les autorités sénégalaises n'ont pas encore officiellement confirmé la nouvelle, laissant la nation dans l'attente d'hommages officiels à celui qui a marqué l'histoire de la Cour constitutionnelle du Sénégal.

Le Sénégal pleure aujourd'hui la perte d'un grand homme, d'un modèle de droiture et de courage. Que Mamadou Badio Camara repose en paix, son héritage demeurera vivant dans le cœur de tous ceux qu'il a touchés et inspirés.

Arouna Sidibé

Crise diplomatique entre le Mali et l'Algérie : Bamako se tourne vers l'Alliance des États du Sahel et l'ONU



Bamako, la capitale du Mali, est au cœur d'une crise diplomatique avec l'Algérie suite à la destruction d'un drone de l'armée malienne par les forces algériennes. Amina Fofana, membre du Conseil national de transition du Mali, a affirmé que le Mali ne compte pas sur l'assistance de l'Union africaine pour résoudre cette crise, préférant se tourner vers l'Alliance des États du Sahel (AES) et l'ONU.

Selon Amina Fofana, l'Union africaine et la CEDEAO adoptent des positions favorables à l'Occident, poussant le Mali à chercher d'autres partenaires régionaux et internationaux. Elle a également accusé l'Algérie de chercher à déstabiliser le Mali en collusion avec la France, l'Occident et l'Ukraine, dans le but de s'appropriier les ressources naturelles du pays, notamment les gisements de pétrole et de gaz situés à la frontière entre l'Algérie, le Mali et la Mauritanie.

Les tensions ont atteint leur paroxysme lorsque le Mali, le Burkina Faso et le Niger, membres de l'Alliance des États du Sahel, ont rappelé leurs ambassadeurs d'Algérie en réponse à la destruction du drone. En réaction, l'Algérie a fermé son espace aérien au Mali. Des manifestations de soutien aux autorités maliennes ont eu lieu, rassemblant plusieurs milliers de personnes.

Face à cette escalade, la Commission de la CEDEAO a appelé le Mali et l'Algérie au dialogue pour apaiser les tensions et trouver une solution pacifique à ce différend. La situation reste tendue entre les deux pays, alors que le Mali cherche le soutien de ses alliés au sein de l'Alliance des États du Sahel et de la communauté internationale pour faire face à cette crise diplomatique.

Cette affaire met en lumière les enjeux géopolitiques et les rivalités régionales en Afrique, soulignant la nécessité d'un dialogue et d'une médiation pour éviter une escalade de la situation et préserver la paix et la stabilité dans la région sahélienne.

Fatou Sissoko

Situation des maliens vivant en Mauritanie : Visite officielle du ministre mauritanien des Affaires étrangères à Bamako



Le ministre mauritanien des Affaires étrangères, le Dr. Mohamed Salem Ould Merzoug, a effectué une visite officielle à Bamako le jeudi 10 avril 2025. Cette visite a été marquée par des rencontres importantes avec le Président de la Transition malienne, le Général d'Armée Assimi Goïta, ainsi qu'avec le ministre malien des Affaires étrangères. Au cœur des discussions, le renforcement de la collaboration bilatérale et la gestion des flux migratoires ont été des sujets prioritaires dans un contexte de crises sécuritaires et humanitaires qui touchent le Sahel. Le Dr. Ould Merzoug a transmis un "message fraternel" du président mauritanien au Général Goïta, mettant en avant les liens historiques forts entre la Mauritanie et le Mali. Il a exprimé la volonté de Nouakchott d'élargir et de diversifier les domaines de collaboration entre les deux pays. Les discussions ont notamment porté sur les secteurs économiques, sécuritaires et sociaux, dans le but de renforcer le partenariat face aux défis régionaux.

Le dossier migratoire a été au cœur des échanges, avec une reconnaissance commune de la nécessité d'une approche régionale pour faire face à l'immigration irrégulière et aux tragédies humaines qui en découlent. Le ministre mauritanien a souligné l'urgence d'une réponse coordonnée contre les réseaux de trafic, plaidant pour une migration régulière, sûre et ordonnée, respectueuse des lois nationales et des accords bilatéraux. Interrogé sur la situation des ressortissants maliens en Mauritanie, le Dr. Ould Merzoug a confirmé les liens forts entre les deux peuples tout en soulignant les défis liés aux personnes en situation irrégulière. Il a appelé à une meilleure organisation conjointe pour régulariser ces cas, réaffirmant l'engagement de son pays à protéger les droits des migrants conformément à la législation en vigueur.

Cette visite intervient dans un contexte de tensions migratoires crois-

Le Niger : le haoussa valorisé comme langue nationale et le français rétrogradé au statut de langue de travail



Le Niger a pris une décision historique en promouvant le haoussa comme "langue nationale" et en reléguant le français au statut de "langue de travail" aux côtés de l'anglais. Cette initiative, dévoilée mi-mars après le retrait du pays de l'Organisation internationale de la Francophonie, marque un tournant majeur dans la politique linguistique du pays. Selon la "Charte de la refondation" promulguée le 26 mars, le haoussa est désormais reconnu comme la langue nationale du Niger, tandis que l'anglais et le français sont désignés comme langues de travail.

Outre le haoussa, neuf autres langues, telles que le zarma-songhay, le fulfulde, le kanouri, le gourmantché et l'arabe, sont également identifiées comme "langues parlées du Niger". Cette décision reflète la diversité linguistique et culturelle du pays, où le haoussa est largement parlé par près de la moitié de la population.

Le retrait du Niger de l'OIF a été suivi par des actions similaires du Burkina Faso et du Mali, formant ainsi une confédération des États du Sahel. Ces pays ont également quitté la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, accusant cette organisation d'être influencée par la France. Les relations entre ces pays sahéliens et la France se sont détériorées, notamment après des coups d'État condamnés par Paris. En rebaptisant des noms de rues portant des noms français dans leurs capitales respectives, Bamako, Niamey et Ouagadougou cherchent à effacer l'héritage colonial et à affirmer leur souveraineté. Ces actions marquent une nouvelle ère dans les relations entre ces pays et leur ancienne puissance coloniale, mettant en lumière les défis et les aspirations de ces nations africaines dans un contexte régional et international complexe.

Arouna Sidibé

santes au Sahel, où de nombreuses personnes tentent chaque année de rejoindre l'Europe à travers des voies dangereuses, souvent contrôlées par des groupes criminels. La collaboration entre la Mauritanie et le Mali apparaît donc comme un élément clé pour faire face à ces défis et assurer une migration régulière et sécurisée dans la région.

Mohamed N'Diaye

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES



COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.

La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

”

Œuvres sociales du Président de la transition : Des installations solaires de pointe à l'hôpital du Mali pour améliorer les conditions de prise en charge des patients.



Les œuvres sociales du Président de la transition investissent de plus en plus dans le secteur énergétique et donnent le sourire aux responsables de plusieurs structures de santé. Ainsi, les coupures intempestives d'électricité sont désormais un mauvais souvenir à l'hôpital du Mali. En effet, dans le but de l'autonomisation des hôpitaux en matière d'électricité pour une meilleure prise en charge des patients, le Président de la transition, le général d'Armée Assimi GOITA, a en-

tamé l'installation de kits solaires dans les structures de santé. Ainsi, après le Centre National d'Odonto-Stomatologie (CNOS) et l'hôpital dermatologique, c'est l'hôpital du Mali sis à Missabougou qui est l'hôte d'une installation d'envergure de kits solaires totalisant 1000 panneaux solaires de 575 watts, des batteries de stockage et des onduleurs pour 1 100 000 mégawatts. Ces équipements se répartissent en trois catégories : la réanimation, les urgences et la morgue se répartissent respec-

tivement 400 kW et 100 kW, alors que les 600 kWh sont réservés à la nouvelle et à l'ancienne imagerie.

Pour la directrice de l'hôpital du Mali, Dr DOUMBIA Sanata Sogoba, ces installations vont permettre de réunir les conditions de travail favorables pour le personnel soignant et une meilleure prise en charge des patients. « Nous avons enfin la solution à beaucoup de problèmes auxquels nous étions confrontés ».



Jusqu'à ce jour, a-t-elle expliqué, l'hôpital consomme 5000 litres de carburant par mois, soit 4 millions de Fcfa. Un montant assez colossal qui est aujourd'hui derrière nous grâce à la générosité du Président de la transition. Occasion pour elle de remercier le généreux donateur qui a bien voulu choisir l'hôpital du

Mali pour abriter ces équipements, et Mme le ministre de la santé.

« Merci pour le soutien au peuple, en l'occurrence les malades, Monsieur le Président de la transition ». Ces mots sont du ministre de la Santé et du Développement Social, le mé-

decin colonel Assa Badiallo TOURE, qui a rassuré de veiller sur l'entretien des installations qui viennent soulager ces patients qui arrivaient affolés dans les hôpitaux.

Pour sa part, le conseiller spécial du Président de la transition, M. Aguibou DEMBELE, a rappelé que le général d'Armée Assimi GOITA a installé à ce jour 412 forages à travers le Mali dans les écoles et les aires de santé. Ainsi, dira-t-il, en procédant à cette donation, le Président a une seule vision, celle de développer le Mali par tous les moyens et cela se fait avec tous les Maliens sans exception. Il a invité les uns et les autres à faire bon usage des installations pour inspirer d'autres donateurs et aussi permettre à ces équipements de durer aussi longtemps. La visite guidée des installations a été faite par le conseiller spécial du président de la transition, le ministre de la Santé et du Développement Social et les délégations qui les accompagnent.

Réseau de Communication du MSDS



MEREF-SFD/ Plus de 180 millions F CFA volatilisés : Le Ministre Moussa Alassane Diallo ne dit rien



La publication par le Vérificateur Général d'un mémorandum sur les irrégularités financières de 181 millions F CFA (181 668 722 F) au Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés (MEREF-SFD), pendant les exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, continue d'alimenter les conversations et de susciter des interrogations au niveau de bon nombre de gens. Dans ce contexte, beaucoup se demandent les raisons pour lesquelles le ministre Moussa Alassane Diallo de l'Industrie et du Commerce tarde-t-il à relever, le Coordinateur du MEREF-SFD, M. Madani Koumaré, après les révélations dudit mémorandum.

Lors du dernier Conseil des ministres, le ministre avait décidé de mettre fin, provisoirement, aux fonctions du coordinateur de l'ANAC. Principal motif, permettre la manifestation de

la vérité dans la mauvaise gouvernance en cours à la Direction du MEREF-SFD dans laquelle le coordinateur est désigné par le rapport d'enquête du Vérificateur comme étant le principal responsable de sa gestion solitaire ou opaque. Composé de plusieurs pages, le rapport d'enquête du BVG sur la gestion du MEREF-SFD, depuis sa publication, continue d'alimenter la polémique. Et pour cause, il faut le rappeler, la richesse de son contenu ou du moins, les nombreuses révélations qui s'y trouvent concernant la gestion scabreuse du MEREF-SFD. À un certain moment, le Coordi (entendez, le Coordinateur) du MEREF-SFD rejette toutes les accusations portées contre lui dans la gestion calamiteuse de la direction. À l'inverse, les enquêteurs affirment dans leur rapport, que le MEREF-SFD, avec à sa tête, M. Madani Koumaré doit être traduit devant la

justice et qu'il ne saurait être seul comptable des faits à lui reprochés. Même si le rapport d'enquête ne culpabilise pas de manière directe, le coordinateur du MEREF-SFD, il est à noter qu'il a eu à reprocher beaucoup de choses à certains cadres de la structure, notamment, le Responsable Administratif et Financier (RAF), Djilla Diarra. En conséquence, le ministre de l'Industrie et du Commerce, adepte de la bonne gouvernance ne saurait incriminer seulement les petits poissons. Il devrait en effet reprocher ou sanctionner le Coordinateur du MEREF-SFD pour n'avoir pas suivi les règles de l'orthodoxie financière. En ne le faisant pas, il fait selon beaucoup d'observateurs, la politique de deux poids, deux mesures.

Auparavant, des directeurs ont été débarqués étant donné qu'en tant que premiers responsables de leurs services, ils ne sauraient décevoir le ministre dans la conduite des affaires ou missions à eux confiées ou à leurs services respectifs. Si donc des directeurs indésirables ont été limogés, nombreux sont les maliens qui se demandent pourquoi le ministre Moussa Alassane Diallo, tarde-t-il à en faire de même pour le Coordinateur du MEREF-SFD, M. Madani Koumaré ? Est-ce pour des raisons personnelles, politiques ou autres ?

Dans tous les cas, mutatis mutandis, dit la sagesse. Le ministre de l'Industrie et du Commerce doit se décider au risque d'énervier davantage ses compatriotes qui ont déjà compris que le "Malikura" promis par la transition est une affaire d'amis spécialisés dans la malbouffe, la mal gouvernance, le pilotage à vue, les dérives et autres frasques anti-démocratiques.

Affaire à suivre !

Arouna Traoré
Source : Le Nouveau Réveil



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

*Dénoncez gratuitement les faits de corruption
et d'enrichissement illicite*

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 **BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN**

 **(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977**

 **contact@oclei.ml**  **www.oclei.ml**

Tribune : Le monde doit adopter l'équité et le multilatéralisme, s'opposer à l'hégémonie



Les Etats-Unis ont récemment imposé des droits de douane, sous divers prétextes, à tous leurs partenaires commerciaux, y compris la Chine et les pays africains, compromettant gravement les droits et intérêts légitimes des nations, violant gravement les règles de l'Organisation mondiale du commerce, nuisant gravement au système commercial multilatéral fondé sur les règles et perturbant gravement la stabilité de l'ordre économique mondial. Le gouvernement chinois condamne vivement cette mesure et s'y oppose fermement.

Les mesures prises par les Etats-Unis violent les principes économiques fondamentaux et les normes du marché, ne tiennent pas compte des résultats équilibrés obtenus dans le cadre

des négociations commerciales multilatérales et ignorent le fait que les Etats-Unis bénéficient depuis longtemps de manière substantielle du commerce international. L'utilisation des droits de douane comme arme de pression extrême à des fins égoïstes est un exemple typique d'unilatéralisme, de protectionnisme et d'intimidation économique. Sous couvert de soi-disant "réciprocité", les Etats-Unis s'engagent dans des jeux à somme nulle et recherchent essentiellement l'"Amérique d'abord" et l'"exceptionnalisme américain".

Les Etats-Unis exploitent les droits de douane pour renverser l'ordre économique et commercial international existant, en donnant la priorité aux intérêts américains plutôt qu'au bien commun mondial et en sacrifiant les intérêts

légitimes des pays du monde entier pour servir leur propre agenda hégémonique.

Les États-Unis doivent voir les graves conséquences de leurs guerres tarifaire et commerciale ces dernières années. Le Ministre chinois des Affaires étrangères M. WANG Yi a posé de telles questions: Le déficit commercial a-t-il augmenté ou diminué? L'industrie manufacturière est-elle devenue plus compétitive ou moins compétitive? L'inflation s'est-elle atténuée ou aggravée? Les Américains vivent-ils mieux ou pire? La réponse est bien claire ces quelques jours après les nouvelles mesures prises par les États-Unis.

L'augmentation des droits de douane américaine perturbera les chaînes d'approvisionnement



ment mondiales. Non seulement ils impactent les prix des produits finaux, mais ils augmentent également les coûts de production à chaque étape de la chaîne industrielle. De plus, ces mesures entraîneront une hausse des coûts logistiques, une distorsion dans l'allocation des ressources du marché et menaceront gravement la stabilité des chaînes d'approvisionnement globales.

L'augmentation des droits de douane américaine provoquera des turbulences sur les marchés financiers et accentuera les risques de récession économique. La politique tarifaire américaine a déjà déclenché d'importantes fluctuations sur les marchés financiers internationaux.

L'augmentation des droits de douane sapera les règles commerciales multilatérales. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) stipule clairement que ses membres ne doivent pas unilatéralement relever les tarifs douaniers, mais résoudre les différends via des négociations. Cependant, les États-Unis ont régulièrement contourné l'OMC ces dernières années, invoquant abusivement des prétextes comme les « pratiques commerciales déloyales » pour justifier leur protectionnisme. Cette approche porte gravement atteinte à leur

réputation sur la scène internationale.

L'Afrique est aussi victime de l'unilatéralisme et de protectionnisme américain. Au moment où les pays africains s'efforcent de promouvoir leur développement national, l'imposition par les États-Unis de droits de douane perturbe le rythme de la relance mondiale, inflige des chocs injustifiés à l'économie africaine. Le renouvellement de la Loi sur la Croissance et les Opportunités en Afrique (AGOA) devient incertain, sans compter la brutale fermeture de l'USAID et la suspension de ses projets en cours. Tous ceux exacerbent la vulnérabilité économique du continent.

Contrairement aux États-Unis qui déploient une guerre tarifaire mondiale, des blocages technologiques et des sanctions financières, la Chine, en tant que grand pays responsable en voie de développement et la deuxième économie mondiale, continuera à ouvrir ses portes de plus en plus largement, incarnant par ses actes concrets une mondialisation économique inclusive et mutuellement bénéfique, tout en partageant les opportunités de sa modernisation avec le monde en réalisant des bénéfices mutuels.

Durant le Sommet 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), la Chine a an-

noncé un traitement tarifaire nul pour les lignes tarifaires à 100% en faveur des pays africains les moins avancés (PMA) qui entretiennent des relations diplomatiques avec elle. Dans le cadre du FOCAC, la Chine et les pays africains renforceront solidement la coopération dans l'énergie, les infrastructures, la mine, la santé, la culture et d'autres domaines structurants, axés sur les Dix actions de partenariat sino-africain, pour un développement commun et les intérêts de tous.

L'ouverture et la coopération sont une tendance historique. Le développement est un droit universel pour tous les pays, et non le privilège de quelques-uns. La Chine est prête à coopérer avec tous les pays amis à défendre le principe de la consultation étendue, de la contribution conjointe et du partage des bénéfices, à adhérer à un véritable multilatéralisme, à s'opposer conjointement à toutes les formes d'unilatéralisme et de protectionnisme, et défendre le système international avec les Nations Unies en son centre et le système commercial multilatéral centré sur l'OMC.

**Rédigé par S.E.M. CHEN Zhihong,
Ambassadeur de Chine au Mali**

Tension au Mali : Le Pacte de stabilité sociale piétiné, confusion de rôles entre le syndicalisme et la politique



Deux ans après la signature d'un pacte de stabilité sociale et de croissance économique avec plusieurs organisations syndicales, force est de reconnaître que de plus en plus, les syndicats électrisent la situation sociale dans le pays. En montrant leurs muscles, sont-ils dans leur rôle ou bien s'accaparent-ils de l'espace abandonné par les partis politiques ?

L'année 2025 a commencé sur des braises ardentes en ce qui concerne les relations entre les pouvoirs publics et les syndicats. Le tout dernier bras de fer a été celui que l'État a eu avec les syndicats de la santé dans le cadre de l'affaire Pr Broulaye Samaké du CHU Gabriel Touré. Dans le même temps, le syndicat national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (SYNESUP) observe depuis ce lundi 7 avril un arrêt de travail de 06 jours reconductible. Il exige le paiement inté-

gral et sans délai des arriérés des frais d'heures supplémentaires des enseignants non permanents. Le syndicat national des banques, établissement financiers, assurances, microfinance, commerce et pétrole (SYNABEF) s'apprête à débrayer à partir du 17 avril prochain en vue d'obtenir la libération de deux de leurs collègues d'Ecobank-Mali incarcérés dans le cadre d'une affaire de faux et usage du faux et escroquerie ayant un lien avec la construction d'une mini-centrale de la société EDM-SA à Djenné. Pourtant, ces syndicats font partie des organisations qui ont signé le pacte de stabilité sociale et de croissance économique.

Que dit le pacte de stabilité sociale ?

Le vendredi 25 août 2023, les travailleurs et les opérateurs économiques de notre pays,

réunis au Centre international de conférences de Bamako (CICB), ont signé le Pacte de stabilité sociale et de croissance avec le gouvernement. Ils étaient au nombre de 17 centrales syndicales et organisations syndicales. Ils ont ainsi obtenu des engagements des autorités allant dans le sens de l'amélioration de leurs conditions de travail et la promotion du secteur privé. Le Pacte de stabilité sociale a pour objectif général de favoriser l'instauration et la consolidation d'un climat social apaisé, propice à l'émergence économique, à travers une transformation structurelle de l'économie. Le document est bâti autour de sept chapitres avec un préambule contextuel et un plan d'actions quinquennal de mise en œuvre, à partir des recommandations de la Conférence sociale tenue en octobre dernier. Ce plan d'actions 2023-2027 comprend 60 domaines d'engagements et 125 activités programmées. Ces activités portent, entre autres, sur l'ex-



inction des procès-verbaux de conciliation signés avec les syndicats de travailleurs, l'organisation des élections professionnelles et l'adoption d'une politique salariale. Malgré cet accord, les syndicats sont entrés en fronde pour des questions particulières au point que certains observateurs les qualifient de structures voulant jouer le rôle de partis politiques.

Syndicalisme et politique

Les syndicats sont des organisations qui représentent les intérêts des travailleurs, cherchant à améliorer leurs conditions de travail, leurs salaires, et leurs droits. Historiquement, ils ont souvent joué un rôle actif dans la politique, que ce soit par le biais de l'influence directe sur les politiques publiques ou par leur association avec des partis politiques. C'est ainsi qu'ils peuvent influencer la politique de différentes manières : lobbying, mobilisation sociale, participation aux élections. En termes de lobbying, les syndicats font pression sur les gouvernements pour adopter des législations favorables aux travailleurs. En ce qui concerne la mobilisation sociale, ils organisent des grèves, des manifestations, et des campagnes pour sensibiliser l'opinion publique et influen-

cer les décideurs. Pour leur participation aux élections, dans certains pays, les syndicats soutiennent des candidats ou des partis politiques, voire présentent leurs propres candidats. C'est le cas de la CGT (Confédération générale du travail) en France qui a historiquement, des liens étroits avec le Parti communiste français (PCF). C'est aussi le cas du Labour Party au Royaume-Uni qui a été historiquement fondé avec le soutien des syndicats pour représenter les intérêts des travailleurs au Parlement. Et puis qu'elles retiennent aussi qu'il y a des modèles de syndicalisme tels que le syndicalisme réformiste et le syndicalisme révolutionnaire. Le premier cité, souvent observé en Europe de l'Ouest, vise à travailler avec l'État et les employeurs pour obtenir des réformes de façon graduelle. Pour ce faire, les syndicats cherchent à influencer les politiques publiques par la négociation et le dialogue social. Quant au syndicalisme révolutionnaire, plus radical, rejette souvent la collaboration avec les structures de pouvoir existantes et peut prôner des changements sociaux plus profonds par des actions directes comme les grèves générales.

Les syndicats au Mali, acteurs majeurs dans les changements politiques

En retournant un peu dans les luttes pour l'indépendance du Mali, on se rend compte que les syndicats ont été à l'avant-garde. En effet, c'est grâce à des militants des organisations politiques et syndicales de gauche venus de la métropole, notamment celles proches du Parti Communiste Français, qui ont été les initiateurs de la création des syndicats au Mali. Ils ont créé les cercles d'études marxistes qui ont marqué surtout la jeunesse estudiantine et les quelques cadres locaux qui travaillaient au sein de l'administration coloniale. Pour beaucoup de jeunes étudiants de l'époque, c'était comme un passage obligé. Avec la création de ces syndicats, les grèves commencent. C'est ainsi qu'est né le PAI (Parti Africain pour l'indépendance) dans le feu des luttes ; notamment celles des cheminots de la ligne de chemin de fer du Dakar-Niger en 1947-1948. C'était le 15 septembre 1957 à Thiès au Sénégal par un manifeste signé par vingt-trois patriotes africains originaires de la Guinée, du Mali, du Niger et du Sénégal. Ils

étaient principalement enseignants, médecins, pharmaciens, dentistes, fonctionnaires, ouvriers, ingénieurs, étudiants et artistes. Dans cette atmosphère, le Soudan français et plusieurs autres territoires, accédèrent à l'indépendance. Après huit (08) ans de gestion, le régime de Modibo Keita fut victime d'un coup d'État militaire le 19 novembre 1968. De cette date jusqu'au 26 mars 1991, la centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) n'a cessé de revendiquer les droits des travailleurs. C'est grâce à elle et au syndicat des élèves et étudiants (AEEM: Association des élèves et étudiants du Mali) que les organisations politiques ont pu arriver à faire tomber le régime civilo-militaire du Général Moussa Traoré. En organisant une grève illimitée jusqu'à la démission du Chef de l'État, l'UNTM avait sonné le glas du pouvoir en place. A la chute du régime, elle a occupé la vice-présidence de la transition à travers le CTSP (Comité de transition pour le salut du peuple). Auparavant, elle avait un lieu privilégié de formation et de maturation des futurs leaders politiques qui vont faire renverser le régime. Ces leaders ont été formés dans les milieux syndicaux des enseignants et des scolaires, des travailleurs de la santé, de la culture, de la presse et de la justice. Récemment avec les mouvements populaires de contestation contre le régime de feu IBK, les syndicats ont joué un rôle crucial. Même si l'UNTM n'y faisait pas partie, il y avait d'autres centrales syndicales comme la CSTM (Confédération syndicale des travailleurs du Mali), la CDTM (Centrale démocratique des travailleurs du



Mali). Il y avait aussi des syndicats autonomes tels que la puissante synergie des syndicats d'enseignants signataires du 15 octobre. A la chute du régime de feu IBK, la centrale syndicale, UNTM, a joué un rôle efficace d'apaisement du climat social, ce qui permet aux autorités de la transition de s'occuper "à tête reposée" de la gestion du pays. Au regard de tout ce qui précède, ce n'est pas trop dire que

le syndicalisme et la politique sont intimement liés. Comme le dit un adage bien connu de chez nous : " Que le poisson soit dans le filet de Lassiné ou dans celui de Fousseyni, c'est la maman des jumeaux qui en sera toujours heureuse".

A.Diallo

Source : Le Nouveau Réveil

malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

Malikilé
74
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Agir pour
un sourire

16^{ème} Edition



Appel aux dons volontaires

Les volontaires en aide aux démunis,
lancent la 16^{ème} édition de l'opération
"Agir pour un sourire"

**200 familles comptent sur
votre parrainage.**

**1 panier =
Argent + Nature**

25 000 F Cfa

**25 kg de riz
10 kg de sucre
5L d'huile
1 paquet de thé**

Rejoignez-nous en devenant volontaire

Orange Money : +223 76 17 72 62 / 76 01 18 69 / 74 74 27 61

Nigéria : Un habitant de Warri réclame justice après que sa voiture volée en 2015 soit utilisée par la police



Un habitant de Warri, dans l'État du Delta au Nigeria, a récemment lancé un appel à la justice après avoir découvert que sa voiture, volée en 2015, est désormais utilisée par la police comme véhicule de patrouille. Cette affaire, révélée dans une publication devenue virale sur le réseau social X (anciennement Twitter), a suscité l'indignation des internautes et soulevé des questions sur la conduite des autorités locales.

Selon le récit de l'homme, la situation remonte à l'année 2015, lorsqu'il avait garé sa voiture devant une église pour participer à un programme religieux. À sa sortie, il avait constaté avec stupeur la disparition de son véhicule. Après avoir signalé le vol à la police et fourni les documents nécessaires, il n'avait reçu au-

cune nouvelle concernant sa voiture pendant deux ans.

C'est en 2017 que l'incroyable s'est produit : l'homme a repéré sa voiture, désormais arborant les couleurs de la police locale, utilisée activement comme véhicule de patrouille. Malgré cette découverte choquante, il affirme n'avoir reçu aucune explication officielle de la part des autorités policières ni aucune forme de compensation pour le préjudice subi.

Face à cette situation, de nombreux internautes ont exprimé leur indignation et ont appelé les autorités à enquêter sur cette affaire et à prendre des mesures contre les responsables présumés. À ce jour, la police n'a pas encore réagi publiquement à ces accusations,

laissant planer un doute sur la transparence et l'intégrité de leurs actions. Cette affaire soulève des questions importantes sur la protection des droits des citoyens et la responsabilité des forces de l'ordre. Il est crucial que les autorités compétentes prennent des mesures rapides et transparentes pour faire toute la lumière sur cette affaire et garantir que justice soit rendue à l'homme de Warri qui a vu sa voiture volée être utilisée contre lui.

En attendant une réaction officielle des autorités concernées, l'homme reste déterminé à obtenir réparation et à faire valoir ses droits dans cette affaire qui a indigné de nombreux Nigériens.

Fatou Sissoko

France/Russie : Moscou condamne la détention d'un de ses diplomates à Paris

La Russie a récemment exprimé sa ferme condamnation de la détention d'un membre du personnel du ministère russe des Affaires étrangères dans un aéroport en France. Cette situation a été qualifiée de violation inacceptable des normes diplomatiques par le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Lors d'une conférence de presse, M. Peskov a déclaré que cette action allait à l'encontre des obligations de la France en vertu de la Convention de Vienne. Il a été mentionné que les représentants consulaires de la Russie

à Paris n'ont pas eu accès au diplomate détenu pendant une période prolongée, ce qui a été fortement critiqué. La Russie a clairement affirmé sa désapprobation envers de telles actions de la part de la France et les a considérées comme inacceptables à l'égard de son personnel diplomatique.

Cette affaire a provoqué une détérioration des relations déjà tendues entre la Russie et la France, selon M. Peskov. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires

étrangères, a souligné que la détention du diplomate russe s'est produite sans explication de la part des autorités frontalières françaises. Le téléphone et l'ordinateur du diplomate auraient également été saisis.

L'ambassade de Russie en France a rapidement agi en envoyant un agent consulaire à l'aéroport de Paris Charles de Gaulle, mais celui-ci a dû attendre près de sept heures avant d'établir un contact avec le diplomate détenu. Après une note de protestation officielle adressée par la Russie au ministère français des Affaires étrangères, le fonctionnaire détenu a finalement été autorisé à entrer dans le pays.

Maria Zakharova a précisé que le diplomate est resté dans la zone de transit de l'aéroport pendant près d'une journée. Cette affaire a soulevé des questions quant au respect des normes diplomatiques et des relations entre la Russie et la France.

Arouna Sidibé



Crise en RDC : Des négociations entre le M23 et le gouvernement débutent à Doha



Dans un contexte de tensions persistantes dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les pourparlers directs entre le gouvernement congolais et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont débuté aujourd'hui à Doha, sous l'égide des médiateurs qataris. Cette initiative diplomatique intervient après l'échec de la médiation angolaise et vise à parvenir à un cessez-le-feu dans une région secouée par une offensive des rebelles pro-rwandaïs du M23.

Selon des sources citées par la radio congolaise « Radio Okapi », le M23 aurait déjà présenté une liste de conditions aux médiateurs qataris en vue de l'éventuelle désescalade de la situation. Parmi ces conditions figurent des garanties claires sur le pouvoir de décision de la délégation de Kinshasa, démontrant la volonté des rebelles de s'assurer d'une participation équitable aux négociations.

Les discussions actuelles marquent une nouvelle étape dans un processus complexe visant

à trouver une issue pacifique à la crise dans l'est de la RDC. Les premiers échanges, qui se sont déroulés récemment à huis clos, ont permis l'établissement de contacts directs entre les parties, jetant ainsi les bases d'une possible résolution du conflit.

Ces discussions interviennent également suite au retrait de l'Angola de son rôle de médiateur dans la crise. La décision, annoncée le mois dernier, a conduit à un recentrage des priorités continentales de l'Angola, notamment la paix, les infrastructures, le commerce, la santé publique et les réparations pour les personnes d'ascendance africaine.

Alors que les pourparlers se poursuivent à Doha, l'issue de ces négociations pourrait être déterminante pour l'avenir de la région et des populations affectées par le conflit. Les prochaines étapes des discussions pourraient aborder des questions cruciales telles qu'un éventuel cessez-le-feu et la légitimité des revendications du M23 ainsi que des conditions posées par le gouvernement congolais. Suite

à la décision de l'Angola de se retirer du processus de médiation pour mettre fin au conflit en République démocratique du Congo (RDC), la Communauté économique de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont tenu une réunion conjointe à la fin du mois de mars. Lors de cette réunion, plusieurs mesures ont été approuvées afin de tenter de résoudre le conflit au Congo.

Parmi ces mesures figurent la fusion des processus de négociation de Nairobi et de Luanda, qui étaient jusqu'à présent deux plateformes distinctes. De plus, un groupe de facilitateurs de paix a été nommé, composé de cinq anciens présidents africains : Uhuru Kenyatta du Kenya, Olusegun Obasanjo du Nigeria, Sahle-Work Zewde de l'Éthiopie, Kgalema Motlanthe de l'Afrique du Sud et Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine. Le retrait de l'Angola du processus de médiation a été perçu comme un échec substantiel de sa tentative de résoudre le conflit en RDC, suite à

une série de désaccords qui ont remis en question son rôle de négociateur à Luanda. Des événements tels que le boycott de la rencontre entre les présidents congolais Félix Tshisekedi et rwandais Paul Kagame à Luanda, ainsi que le boycott des pourparlers directs entre le M23 et le gouvernement congolais, ont contribué à cette situation.

Par ailleurs, le contournement de l'autorité de Luanda par Tshisekedi lors de sa rencontre avec Kagame à Doha, au Qatar, a également été un revers pour l'Angola. De plus, le retour imminent de l'ancien président congolais Joseph Kabila, figure politique influente, au pays a également marqué un tournant dans la situation politique en RDC.

Ces développements récents soulignent la complexité des enjeux et des acteurs impliqués dans la résolution du conflit en RDC, et mettent en lumière les défis auxquels les différentes parties doivent faire face pour parvenir à une solution durable. La déclaration écrite publiée par le magazine « Jeune Afrique » rapporte que l'ancien président Joseph Kabila, actuellement en exil en Afrique du Sud, a exprimé son intention de retourner en République démocratique du Congo en raison de la situation jugée "hors de contrôle" dans le pays. Kabila a évoqué la détérioration de la situation sécuritaire dans toute la RDC ainsi que les problèmes qui touchent tous les secteurs de la vie nationale. Son retour, bien qu'il n'ait pas précisé de date exacte, pourrait avoir lieu "dans les prochains jours" dans l'est du pays, sans spécifier la province.

Ce retour suscite des interrogations compte tenu du climat politique tendu à Kinshasa. Kabila est perçu comme proche de Corneille Nangaa, chef de l'AFC, une plateforme politique incluant les rebelles du M23. Cette proximité soulève des inquiétudes, notamment en lien avec le conflit entre l'AFC et l'armée congolaise dans l'est du pays. Des événements récents, comme la saisie d'un navire appartenant à Kabila soupçonné de transporter des armes pour des forces hostiles au gouvernement, alimentent ces préoccupations.

Joseph Kabila, originaire du Katanga mais ayant des liens forts avec l'est du Congo, a dominé la scène politique congolaise pendant près de deux décennies. Il a été critiqué par ses opposants pour ses relations ambiguës



avec le Rwanda et les groupes armés locaux. Des consultations politiques ont été mentionnées avec des leaders de l'opposition, laissant entrevoir des tentatives de réorganisation du pouvoir dans le pays. Par ailleurs, le retour officiel du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de Kabila à la politique, et son refus de participer aux consultations pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale lancées par le président Tshisekedi, s'inscrivent dans ce contexte politique complexe et en évolution en RDC. La situation politique décrite entre les deux dirigeants de la République Démocratique du Congo, Félix Tshisekedi et Joseph Kabila, est complexe et impacte profondément le climat social et politique du pays. Plusieurs éléments ont contribué à l'aggravation des tensions et de la méfiance entre ces deux hommes forts.

Tout d'abord, l'élection de Tshisekedi en 2018 a marqué un changement de pouvoir significatif après des années de présidence de Kabila. Bien que les deux dirigeants aient convenu d'un accord de cohabitation, il est devenu progressivement évident que Tshisekedi cherchait à réduire l'influence de son prédécesseur et à affirmer son autorité. Cette volonté de consolidation du pouvoir a inévitablement créé des tensions et des frictions entre les deux camps. La critique publique de Kabila à l'égard de Tshisekedi,

comme rapporté dans l'article du journal "Sunday Times", a contribué à une escalade des tensions. En accusant Tshisekedi de violer la Constitution, de devenir le "maître absolu du pays" et de mener la RDC vers une possible guerre civile, Kabila a clairement exprimé son mécontentement et son opposition à la direction prise par son successeur.

Les allégations d'intimidation, d'arrestations arbitraires, d'exécutions sommaires et extrajudiciaires, ainsi que l'exil forcé de personnalités politiques, journalistes et leaders d'opinion, telles que mentionnées par Kabila, soulignent les violations des droits de l'homme et la répression politique qui peuvent aggraver davantage les tensions et diviser davantage la société congolaise.

Enfin, la remise en cause de la légitimité des élections générales de décembre 2023 par Kabila, qualifiant le processus d'une "farce", souligne le climat de méfiance et de contestation qui règne dans le pays.

Dans l'ensemble, ces différents éléments ont contribué à alimenter un climat de tension et de méfiance persistant entre les deux principaux leaders politiques de la RDC, ce qui pourrait compromettre la stabilité et la cohésion nationale du pays à long terme.

Arouna Sidibé

Ligue des champions : Le Paris Saint-Germain triomphe face à Aston Villa en quart de finale

Le Paris Saint-Germain a réussi à s'imposer lors du match aller face à Aston Villa en quart de finale de la Ligue des champions, malgré quelques moments de tension. Les joueurs Rouge et Bleu ont montré une domination offensive contre leurs adversaires, mais ont été confrontés à l'excellente performance du gardien de but Emiliano Martínez.

L'équipe parisienne se rendra à Birmingham le mardi 15 avril prochain avec une avance confortable de deux buts, suite à leur victoire

3-1 au Parc des Princes. L'entraîneur Luis Enrique a dirigé son 100e match sur le banc du PSG lors de cette rencontre.

Le premier but de la partie a été marqué par Morgan Rogers pour Aston Villa, sur un contre initié par McGinn et un centre de Tielemans. Cependant, Désiré Doué a rapidement répondu avec un superbe tir du droit, touchant la barre avant que le ballon ne franchisse la ligne.

En seconde période, les Parisiens ont accentué leur avance grâce à un magnifique contre mené par Dembélé, Hakimi et Ruiz, permettant

à Khicha Kvaratskhelia de marquer le deuxième but pour Paris. Nuno Mendes a ensuite conclu en beauté en inscrivant le troisième but, assurant ainsi la victoire du PSG.

Cette performance solide apporte une certaine sérénité aux Parisiens avant le match retour à Birmingham. La domination de l'équipe de la capitale française sur Aston Villa a été indiscutable, laissant entrevoir une qualification en demi-finale de la Ligue des champions pour les supporters.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Combatif, tenace et optimiste à la fois, vous attaquez de front les résistances relationnelles sous le bon angle. Vous échangerez et expliquerez votre point de vue tout en étant sûr de vous et diplomate.

Vous bénéficiez d'un moral au beau fixe qui vous donne l'occasion de mettre tout le monde dans votre poche. Des opportunités d'évolution surgissent (promotion, augmentation, bons placements) car votre parole est d'or. Ouvrez l'œil et le bon !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous serez suffisamment détendu et à l'écoute pour engager des conversations importantes, n'hésitez pas. Si vous ne vous laissez pas déstabiliser par l'agitation extérieure, vous conserverez un niveau d'énergie positif. Gardez votre cap.

L'ambiance nuancée vous permet de résoudre une question délicate. Penchez-vous sur la question pour vous en libérer. Le recul, la bienveillance, l'aspiration à la paix seront partagés par vos interlocuteurs.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le ciel veille sur vos paroles et discours et vous pousse à entamer le dialogue, sinon à élever le débat. Évitez en cette période de secousses de prendre les choses trop à la légère. Le retour de bâton serait immédiat.

A force d'hésiter, vous ne faites rien de concret et votre indécision peut vite passer pour de la paresse ou de la faiblesse. Alors, prenez le taureau par les cornes et faites-vous aider si besoin : les bonnes volontés pullulent.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous aurez davantage d'insouciance, ce qui vous permettra de prendre du recul par rapport à une affaire importante en suspens. Votre énergie doit être canalisée si vous ne voulez pas vous retrouver lancé dans des excès stériles, qui ne feront que desservir votre cause.

Vous serez volontiers enthousiaste et entreprenant au sein de votre cercle d'amis. Vous n'aurez pas de mal à entraîner votre entourage à vous suivre pour partager d'agréables moments. Bonne humeur et plaisir sont au rendez-vous.



Lion (22 juillet - 23 août)

Un déplacement et des formalités écrites sont à l'ordre du jour. Changement de votre programme ! Vous ressentez un réel besoin de profiter des plaisirs de la vie, n'hésitez pas, vous en avez besoin. Après l'effort, le réconfort...

Aujourd'hui, votre énergie et votre moral vous permettent de vous caler sur le bon rythme pour suivre le mouvement, vous donner la niaque d'aller de l'avant et attirer à vous les bonnes personnes. Alors, foncez !



Vierge (23 août - 23 septembre)

C'est une journée particulièrement active et rentable. Vous recevez la récompense bien méritée de vos efforts passés, que ce soit par de juteux revenus, par un amour ardent ou par une sensualité complice, magique, spéciale et passionnée.

Votre activité s'intensifie, vous avez besoin d'approfondir le champ de vos connaissances, c'est que qui ressort de cette journée. Évitez de vous emballer prématurément, restez réceptif mais gardez votre esprit critique.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre réalisme en hausse vous aidera à ne pas vous perdre dans des chimères irréalisables pour le moment. Vous seriez bien inspiré de travailler sur votre endurance à l'effort soutenu. Vous augmenterez vos réserves énergétiques.

Vous n'allez pas manquer d'imagination pour entretenir une relation privilégiée avec une personne que vous appréciez particulièrement. Pour ce faire, vous allez user de votre charme, de votre bonne humeur et de votre délicatesse pour plaire tout simplement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous éprouvez le besoin de vous pencher sur l'essentiel... Profitez-en pour vous mettre au calme ! Cette journée vous incite à davantage de détente psychique. Profitez-en pour vous ressourcer par le biais de vos loisirs.

Votre audace est payante. Lâchez du mou et faites davantage confiance à votre entourage, vos doutes ne sont pas du tout fondés. Le climat est particulièrement favorable aux accords ou réconciliations.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre humeur combative vous permettra d'aider une personne en difficulté, vous semez le bon grain avec aisance. Un manque de vitamines se fait sentir, ne tirez pas sur la corde, et prenez soin de vous.

Grâce aux bons influx du moment, vous allez privilégier la qualité de vos rapports à la quantité. Ainsi, vous allez à l'essentiel en dialoguant avec les bonnes personnes. La journée est également idéale pour prévoir une petite soirée avec vos proches.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aurez un besoin irrésistible de choquer les "bien pensants" autour de vous, attention aux réactions. Vous mettrez toute votre énergie dans l'essentiel. Vous manquez de freins, ne dépassez pas vos limites.

Votre entourage a une influence prépondérante, autant collaborer étroitement. De discussions en accord, de rencontre en échanges, vous avez l'occasion de tisser vos liens amoureux, amicaux ou sociaux dans une bonne ambiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous allez enfin pouvoir résoudre des soucis qui vous pensaient depuis des mois et vous sentir plus léger. Votre forme est capricieuse, les à-coups que vous ressentez devraient vous inciter à modérer votre action.

Aujourd'hui grâce à votre bonne humeur et votre disponibilité vous vivrez des échanges particulièrement constructifs et prometteurs pour l'avenir. Ne cherchez pas les complications, profitez simplement de votre bonne humeur !



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous vous mobiliserez pleinement pour résoudre des questions urgentes. Votre efficacité est redoutable aujourd'hui ! Vous avez besoin d'équilibrer moral et physique, activité et détente, repos et action, dans l'équité que vous dicte votre corps.

Bonne nouvelle ! Que ce soit en amour ou en amitié, sur le plan relationnel tout s'améliore. La journée est donc idéale pour prendre le temps de chouchouter les êtres qui vous sont chers. Mais également pour sortir et vous amuser en compagnie des autres.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23